Imprimer

1994/03/29 Le Québec devra apprendre à gérer la décroissance démographique

Selon une étude du Conseil de la langue française

LE QUÉBEC DEVRA APPRENDRE À GÉRER LA DÉCROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE

Québec, le 29 mars 1994.- La croissance démographique des Québécois de langue d'usage française devrait se poursuivre encore pendant une trentaine d'années. En effet, selon divers scénarios prospectifs où toutes les variables sont considérées (fécondité, mortalité, migrations, mobilité linguistique), la population du Québec dont la langue habituellement parlée à la maison est le français devrait croître jusqu'aux années 2031-36. Tel est l'un des résultats obtenus par le professeur-chercheur Marc Termote de l'Institut national de la recherche scientifique, dans une étude de prospective démolinguistique que le Conseil de la langue française rend publique aujourd'hui.

Formant une forte majorité au sein de la population québécoise, les francophones devraient assurer, par leur croissance démographique, une augmentation soutenue de la population du Québec qui serait de plus de 8,4 millions de personnes en 2021, selon le scénario le plus optimiste. Le scénario privilégié par l'auteur conduit à une population de près de 7,6 millions en 2006 et de près de 8,2 millions en 2021. Cependant, « la décroissance des effectifs de la population totale du Québec semble, sinon inéluctable, du moins très probable », selon l'auteur. De plus, la décroissance du groupe francophone devrait commencer plus tôt que celle de l'ensemble de la population.

De plus en plus ouvert sur le monde, le Québec accueille de nombreux immigrants de langues et d'origines diverses, qu'il compte intégrer à la majorité francophone. Se dirigeant surtout dans la région montréalaise, les immigrants, nous assure Marc Termote, contribuent directement à la croissance démographique de cette région; ils y contribuent aussi indirectement, par leur croissance naturelle plus forte que celle des autres groupes. Les allophones de la région métropolitaine de Montréal profitent donc largement de l'immigration internationale et pourraient ainsi voir leur importance relative passer de 9,2 % en 1986 à plus de 20 % en 2021, selon le scénario que l'auteur retient comme le plus pobable. Cette forte croissance de la proportion des allophones réduit l'importance de la « majorité francophone , réduction « ont le rythme est essentiellement fonction du niveau d'immigration internationale, car le seul avantage que détenait le groupe francophone, sa surfécondité, a été perdu.

C'est surtout au coeur de la région métropolitaine de Montréal que l'impact de l'immigration internationale entraîne une forte augmentation des allophones, ce qui a pour effet de diminuer le poids de la majorité francophone. En effet, dans les îles de Montréal et Jésus, les allophones qui formaient moins de 13 % de la population en 1986, pourraient compter pour 24 % des effectifs en 2006 et « représenter aux alentours de 30 % de la population » en 2021 « si le niveau actuel de l'immigration devait se maintenir à long terme ». Pour leur part, les francophones verraient leur majorité tomber de 63 à moins de 50 % entre 1986 et 2021. Selon Marc Termote, il serait abusif d'attribuer cette chute à l'étalement urbain dans la région de Montréal. Selon lui, « la cause majeure de cette baisse se trouve bien dans l'immigration internationale ».

La communauté anglophone du Québec devrait assister à la poursuite de la baisse de son importance démographique commencée il y a deux décennies. Cependant, elle peut espérer maintenir ses effectifs, voire les augmenter quelque peu, du moins dans la région de Montréal. En dehors de cette région, seule l'Outaouais « peut espérer maintenir une population anglophone relativement nombreuse », soit autour de 17 % en 2021 comparativement à 19 % en 1986.

2008-00527

Les allophones ne devraient pas connaître d'importantes augmentations de leurs effectifs dans les régions du Québec autres que la métropole. Toutefois, l'Outaouais, qui exerce une certaine attraction sur les immigrants et profite de l'étalement urbain d'Ottawa, pourrait compter plus de 5 % d'allophones en 2021 par comparaison à moins de 2 % en 1986. Enfin, les territoires nordiques où sont concentrés des autochtones pourraient voir leurs populations « allophones » augmenter leur part relative au-delà de 9 % en 2021, grâce à une fécondité nettement supérieure au seuil de remplacement.

« La situation du Québec n'est pas exceptionnelle. Beaucoup d'autres pays vivent les mêmes tendances. Il nous faut apprendre à gérer la décroissance en se dotant d'une politique de population qui lie politique familiale et politique d'immigration et accroître nos efforts dans les moyens déployés pour franciser les immigrants allophones. Il nous faut aussi réfléchir à l'impact de ces tendances sur la politique linguistique et, en particulier, sur les mesures à prendre afin d'intensifier la diffusion du français au sein des populations issues de l'immigration », a déclaré le président du Conseil de la langue française, Pierre-Étienne Laporte, lors de la publication de cette étude.

L'ouvrage « L'avenir démolinguistique du Québec et de ses régions » compte 284 pages et est vendu 24,95 $ par Les Publications du Québec.

-30-

Note : un exemplaire de l'ouvrage pourra être envoyé, à titre de service de presse, aux journalistes qui en feront la demande.

SOURCE : Bruno Giroux (418) 643-2956